

VINGT-NEUF ANS.

C'est le temps que l'aluminium injecté dans un vaccin peut rester dans votre corps. Vingt-neuf ans, et un lien de plus en plus établi avec la fatigue chronique, les douleurs diffuses, les troubles cognitifs qui empoisonnent la vie de dizaines de milliers de Français.

C'est ce qu'ont révélé, le 31 août 2026 sur France Culture, des chercheurs de l'hôpital Henri-Mondor.

Ce n'est même pas une découverte : dès 1998, dans la prestigieuse revue *The Lancet*, le Pr Romain Gherardi décrivait déjà la lésion. En 2001, dans *Brain*, son équipe en démontrait la persistance. Vingt-cinq ans de science solide. Vingt-cinq ans de silence institutionnel.

Vous voulez la liste des dérobades ? Afssaps, 2004 : « aucun syndrome spécifique retrouvé ». Académie de médecine, 2012 : « aucune preuve ». HCSP, 2013 : « rien ne remet en cause la sécurité ». Toujours la même musique, et jamais la recherche indépendante qui permettrait, une bonne fois, de trancher.

Vous connaissez ce scénario. Vous l'avez vécu avec le Mediator, ce médicament qui aura fait jusqu'à 2 000 morts pendant que le doute profitait à l'inertie plutôt qu'aux patients.

La solution existe déjà. Un vaccin DTP sans aluminium a été commercialisé en France. Il a été retiré en 2008. Aujourd'hui, s'en procurer relève du parcours du combattant administratif, quelques milliers de doses importées, chaque année, au compte-gouttes. La preuve technique est là. Ce qui manque, c'est la décision politique.

NOUS DEMANDONS, DANS L'IMMÉDIAT :

- Une recherche publique et indépendante — financée sans un centime de l'industrie pharmaceutique — sur le devenir réel de l'aluminium vaccinal dans l'organisme ;
- La reconnaissance médicale, enfin, de la myofasciite à

macrophages, et un vrai parcours de soin pour celles et ceux qui en souffrent ;

- Une réévaluation indépendante de la balance bénéfices/risques des adjuvants aluminiques, par des experts sans lien avec les fabricants.

ET NOUS FIXONS UN CAP :

Le retrait total et progressif de l'aluminium de nos vaccins, remplacé par des alternatives déjà connues, à commencer par la généralisation d'un vaccin DTP sans aluminium, accessible à tous.

SIGNEZ. PARTAGEZ. EXIGEONS ENSEMBLE LA VÉRITÉ SUR CE QU'ON INJECTE À NOS ENFANTS.

Chaque signature compte. Chaque partage rapproche cette pétition des oreilles qui doivent l'entendre.

Rodolphe, pour Alternatif Bien-Être

Je signe la pétition

Madame la Ministre de la Santé, de la Famille et de l'Autonomie

Copie : Monsieur le Directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM)

Le 4 septembre 2026

Objet : pour une évaluation indépendante et, à terme, le retrait de l'aluminium des adjuvants vaccinaux

Madame la Ministre,

Le 31 août 2026, France Culture consacrait une chronique de La Science au labo aux marqueurs cellulaires de la fatigue chronique, observés à l'hôpital Henri-Mondor chez des patients porteurs d'une myofasciite à macrophages (MFM). Les journalistes y présentaient comme « un fait prouvé » la persistance, jusqu'à vingt-neuf ans, de l'aluminium vaccinal dans l'organisme, et son rôle dans une inflammation chronique. Ce constat ne surgit pas de nulle part : il prolonge vingt-cinq ans de travaux initiés par le Pr Romain Gherardi et son équipe, qui décrivaient dès 1998, dans The Lancet, la lésion caractéristique de la MFM, puis en 2001, dans Brain, la persistance locale et durable des inclusions

d'hydroxyde d'aluminium vaccinal.

Sur ce point précis, la persistance de l'aluminium et la lésion histologique qu'elle provoque, il n'existe plus de désaccord scientifique : les agences elles-mêmes le reconnaissent. C'est sur le lien entre cette lésion et un syndrome clinique (fatigue chronique, myalgies diffuses, troubles cognitifs) que le doute est officiellement maintenu, alors même que l'équipe de Créteil rapporte ce syndrome chez une partie significative des patients biopsiés. Depuis l'Afssaps en 2004 jusqu'au Haut Conseil de la santé publique en 2013, en passant par l'Académie nationale de médecine en 2012, chaque instance a conclu, en termes presque identiques, à l'absence de « preuve » — sans que la recherche indépendante nécessaire pour trancher n'ait jamais été véritablement financée.

Nous connaissons ce scénario. La France l'a déjà vécu avec le Mediator, où le doute a longtemps profité à l'inertie plutôt qu'aux patients, avant qu'un bilan sanitaire lourd ne s'impose. Elle l'a vécu, en pire, avec le sang contaminé. Nous ne voulons pas attendre vingt ans de plus pour que l'aluminium vaccinal connaisse le même dénouement tardif.

Nous rappelons enfin qu'une alternative sans aluminium a existé en France : le vaccin DT Polio Mérieux, retiré du marché en 2008. Depuis, l'accès à une injection DTP sans adjuvant aluminique relève d'une procédure d'importation dérogatoire, limitée à quelques milliers de kits par an. La preuve technique qu'une alternative est possible existe donc déjà : c'est la volonté de la généraliser qui a manqué.

Nos demandes

Dans l'immédiat, nous demandons :

1. Le financement d'un programme de recherche publique et indépendante — sans financement de l'industrie pharmaceutique — sur le devenir et la toxicité potentielle de l'aluminium vaccinal, avec publication intégrale et transparente de toutes les données, y compris négatives ;
2. La reconnaissance clinique et un parcours de soin dédié pour

les patients atteints de myofasciite à macrophages
symptomatique, aujourd'hui livrés à un errance diagnostique
faute de reconnaissance officielle du syndrome ;

3. Une réévaluation indépendante par une instance sans lien avec les fabricants de la balance bénéfices/risques des adjuvants aluminiques, au regard de l'ensemble des données publiées depuis l'avis du HCSP de 2013.

Et nous fixons, comme objectif, ce qui doit en découler :

Le retrait total et progressif de l'aluminium des adjuvants vaccinaux, remplacé par des formulations non-adjuvantées ou par des alternatives mieux caractérisées, à mesure de leur disponibilité — en commençant par la généralisation, à une échelle qui ne soit plus symbolique, d'un vaccin DTP sans aluminium.

Ceci n'est pas une pétition contre la vaccination. C'est une demande de vérité, de transparence et de précaution, pour que la France cesse de reproduire, sur l'aluminium vaccinal, le scénario déjà vécu avec le Mediator et le sang contaminé : celui d'un doute documenté, mais institutionnellement entretenu au bénéfice de l'inertie plutôt que des patients.

Nous, soussignés, demandons à Madame la Ministre de la Santé de se saisir de ce dossier.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre haute considération.

Je signe la pétition

Auteur : Rodolphe Baquet

Signez cette pétition

Déjà 834 signatures

166 nécessaires pour atteindre 1 000